

Soudan du Sud : Le mandat des Casques bleus prolongé à mi-décembre

Page 11

VERSION

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du vendredi 19 novembre 2021

7 jrs/7

N°1786 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

Ethiopie : L'ONU déploie 40 millions de dollars pour les opérations d'urgence au Nord

Page 10

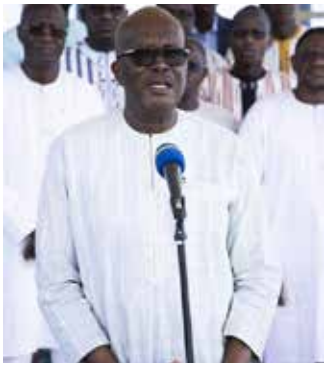


www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

Niger: Le 3e sommet des filles table sur le droit des filles enceintes et des adolescentes mariées

Page 12





Attaque terroriste à Inata : Le président du Faso annonce des sanctions sans exception

Page 17



RDC : Une attaque fait des dizaines de morts

Page 8

LIBYE

Des manifestations organisées à Tripoli contre la candidature de Seif-al-Islam Kadhafi

La Libye se prépare à des élections démocratiques le 24 décembre 2021 après la crise de 2011 qui a plongé le pays dans l'impasse politique entraînant des rébellions par la suite. Le fils du feu Mouammar Kadhafi, Seif-al-Islam a déposé sa candidature. Mais à Tripoli une manifestation a été organisée pour le retrait de sa candidature.



En plus de la candidature du fils du guide libyen, les manifestants récusent également celle du tout puissant maréchal Haftar

Seif-al-Islam n'est pas le seul prétendant à la magistrature suprême à voir sa candidature être contester. Il y a aussi le très controversé, maréchal Khalifa Haftar qui fait l'objet de manifestation alors qu'il vient d'annoncer officiellement sa candidature ce mardi 16 novembre dans un discours retransmis à la télévision nationale, selon France 24.

«On est venus ici pour protester contre la candidature de ces criminels qui sont considérés comme déviants au regard de la déclaration constitutionnelle et des règles constitutionnelles», explique Assem Gebabi, un manifestant, cité par l'Agence Anadolu.

«Il faut fixer la loi électorale, notamment les conditions de candidature, pour qu'il n'y ait pas de place en Libye pour toute personne qui a commis un crime contre le peuple libyen», continue Omar Baara. «Pas de place pour toute personne qui a assassiné, volé ou détourné des fonds. Ces personnes ne peuvent pas se garantir une place aux dépens du peuple libyen.»

Toutefois, la candidature du fils de l'ex président a été bien accueillie à Syrte où la population est sortie manifester sa joie dans la matinée du mardi 16 novembre.

Seif-al-Islam est recherché par la Cour Pénale internationale (CPI) qui l'accuse de crimes contre l'humanité commis au début du soulèvement de 2011. Il a officiellement déposé sa candidature dimanche 14 novembre, a indiqué France 24.

En 2011, la Libye est entré dans un soulèvement populaire ayant conduit à l'assassinat du président Mouammar Khadafi et plongé le pays dans un chaos où deux pouvoirs dont celui reconnu par les Nations unies installé à Tripoli et le Marechal Khalifa Haftar influent dans l'Est du pays.

Lucien DAKISSAGA

CENTRAFRIQUE

Au moins 11 morts dans des affrontements avec les rebelles

Au moins 11 civils ont été tués et plusieurs autres blessés lors de combats entre rebelles et soldats dans le nord-ouest de la République centrafricaine, a déclaré le préfet local.





L'armée centrafricaine gagne du territoire avec le soutien de la Minusca et des soldats russes

Des rebelles «ont infiltré le marché hebdomadaire vers 10h00 dimanche» près de Mann, une ville située à environ 600 km au nord-ouest de Bangui, a déclaré mardi Dieudonné Yougaina, préfet de l'Ouham-Pende, à l'AFP.« Les forces centrafricaines sont intervenues… et l'échange de tirs a fait 11 morts parmi les civils, neuf hommes et deux femmes, ainsi que huit blessés », a-t-il déclaré. Yougaina a accusé les éléments des rebelles 3R, Retour, Récupération, Réhabilitation majoritairement composés de combattants de l'ethnie peule, responsables des attaques.

En décembre dernier, ils ont rejoint la coalition rebelle qui cherchait à renverser le président Faustin-Archange Touadera et à empêcher sa réélection. Touadera a déclaré le 15 octobre un cessez-le-feu unilatéral dans la lutte contre les rebelles, afin de faciliter l'ouverture d'un dialogue national. Le 9 novembre, plusieurs partis d'opposition ont dénoncé une violation du cessez-le-feu par des membres des 3R après une attaque contre un village du nord-ouest qui a fait deux morts et un civil. La République centrafricaine a été plongée dans une guerre civile sanglante après un coup d'État en 2013.

Pour rappel, Six groupes armés ont formé en décembre 2020 la Coalition des patriotes pour le changement et ont lancé une offensive pour empêcher la réélection de Touadera. Les forces gouvernementales soutenues par des soldats rwandais et des centaines de mercenaires russes ont repris les villes et une grande partie des deux tiers du pays.

Source:AFP

K.Fiakofi

ANNONCE



PROGRAMME:

Niveau 1
Du 06 au 10 décembre 2021

Niveau 2
Du 17 au 21 janvier 2022

Niveau 3
Du 07 au 11 février 2022

Niveau 4
Du 14 au 18 mars 2022

TARIFS

~~500.000 FCFA~~
200.000 FCFA
~~762.3 €~~
305 €
~~881.6 $~~
352,6 $

Lieu : EN LIGNE

WEBINAIRE

CONTACTS :

otc@otc-mail.com

BF/ +226 77 20 00 26
CAM/ +237 670 001 001
CI/ +225 07 49 804 050
ML/ +223 70 04 66 04
TG/ +228 91 70 70 64
TCD/ +235 95 95 87 88

GHANA

Le parlement examine les mémorandums sur le projet de loi anti-LGBTQ

Le parlement ghanéen a commencé à examiner jeudi 11 novembre les mémorandums sur le projet de loi anti-LGBTQ qui rendrait l'homosexualité illégale dans le pays.





La première étape du débat sur le projet de loi porte sur la promotion des droits sexuels humains appropriés et des valeurs familiales

Au cours de la première audience publique, la commission devrait entendre 10 pétitions chaque semaine lors d'une série de sessions publiques avant que le projet de loi ne soit mis aux voix, a déclaré à Graphic le chef adjoint de la majorité, Alexander Afenyo-Markin. Au Ghana,l'homosexualité est passible d'emprisonnement, mais personne n'a été poursuivi depuis des années. La nouvelle loi irait beaucoup plus loin , criminalisant la promotion et le financement d'activités LGBTQ+, ainsi que les démonstrations publiques d'affection, le travestissement etc... Des experts des droits de l'homme de l'ONU ont exhorté les législateurs à le rejeter, affirmant qu'il établirait un système de discrimination et de violence parrainé par l'État contre les minorités sexuelles. Les groupes de défense des droits des LGBTQ au Ghana disent qu'ils ont vu une augmentation des attaques homophobes depuis que le projet de loi a été présenté en août. «Les arrestations arbitraires, le chantage et les expulsions ont plus que doublé depuis lors, des personnes étant ciblées si elles sont soupçonnées d'être homosexuelles», a déclaré à Reuters Danny Bediako, directeur de l'organisation de défense des droits humains Rightify Ghana.

La suite à la page 6

MAROC

La suite de la page 5

Selon la presse locale ,le projet de loi de 38 pages à l'examen par le Parlement prévoit notamment que les "personnes de même sexe qui ont des relations sexuelles sont passibles, en cas de condamnation par procédure sommaire", d'une amende d'au moins l'équivalent de 1250 euros et d'une peine d'emprisonnement d'au moins trois ans et d'au plus cinq ans".Le projet de loi cible les personnes qui " se présentent comme lesbiennes, gays, transgenres, transsexuelles, queer, pansexuelles, alliées, non binaires ou toute autre identité sexuelle ou de genre contraire aux catégories binaires d'hommes et de femmes » et vise également aux promoteurs et partisans des droits LGBTQ, qui risquent également des sanctions très sévères, voire des peines d'emprisonnement. Le Group of Concerned Ghanaian Citizens (GCGC), a indiqué que les dispositions du projet de loi violaient les dispositions fondamentales des droits de l'homme dans la Constitution, car elles stigmatisaient la communauté LGBTQ comme inhumaine et taboue pour la société ghanéenne.

Source: Daily Graphic

K.Fiakofi

La Journée mondiale du diabète célébrée sous le signe de l'accès aux soins



L'enquête nationale Stepwise, menée au Maroc en 2018 chez les personnes adultes, estime que 2,7 millions sont diabétiques, dont 49% méconnaissent.

En Afrique, 70 % des personnes atteintes de diabète ignorent qu'elles souffrent de cette maladie chronique. Selon les prévisions de la Fédération internationale du diabète, le nombre de personnes atteintes de diabète en Afrique devrait atteindre 55 millions d'ici 2045, contre 24 millions cette année.

A l'instar de la communauté internationale, le Maroc a célébré, le dimanche 14 novembre 2021, la Journée mondiale du diabète dont le thème choisi cette année par l'OMS et la Fédération internationale du diabète est « Accès aux soins du diabète », avec comme slogan « Et si ce n'est pas maintenant, quand ? ». Vu le contexte particulier de la pandémie de la COVID-19, la situation est devenue plus problématique car la létalité liée à cette infection est significativement plus élevée chez les personnes porteuses de co-morbidités, notamment le diabète, du fait qu'elles sont susceptibles de développer des formes sévères de la

La suite à la page 7

La suite de la page 6



COVID-19, relève le ministère marocain de la santé.

Une maladie qui tue silencieusement

Selon un communiqué du ministère de la Santé et de la Protection sociale, le diabète est un problème de santé publique mondial, multifactoriel et complexe, qui a atteint des proportions épidémiques inquiétantes, avec un impact social et économique croissant. L'enquête nationale Stepwise, menée au Maroc en 2018 chez les personnes adultes, estime que 2,7 millions sont diabétiques, dont 49% méconnaissent leur maladie et 2,2 millions sont pré diabétiques, souligne un communiqué du département en charge de la santé, ajoutant qu'à cela, il faudrait ajouter les 20.000 enfants atteints de diabète.

A l'occasion de la Journée Mondiale du Diabète, le ministère a rappelé que l'adoption d'un mode de vie sain peut retarder la survenue du diabète de type 2 voire même l'éviter, expliquant que ce mode de vie repose sur une alimentation saine et équilibrée, une activité physique régulière, en plus d'éviter de fumer. Le diagnostic précoce du diabète est important chez les personnes à haut risque, car il permet une prise en charge rapide pour éviter les complications, alors que la prise en charge correcte du diabète évite le développement des complications graves et coûteuses et diminue la mortalité prématurée, insiste le ministère.

Le diabète est une maladie chronique grave qui apparaît lorsque le pancréas ne produit pas suffisamment d'insuline (l'hormone qui régule la concentration de sucre dans le sang) ou lorsque l'organisme n'utilise pas correctement l'insuline qu'il produit.

Source: Allafrica

Fatimata COMPAORE

RDC

Des dizaines de personnes tuées dans une attaque dans l'est du pays

Au moins 33 personnes ont été tuées par la milice locale maï-maï dans la nuit de dimanche à lundi 15 novembre dans le village de Tchabusiku de la province de l'Ituri, dans le nord-est de la République démocratique du Congo (RDC), selon les sources sécuritaires





Un nouveau carnage attribué aux rebelles des Forces démocratiques alliées (ADF)

D'après ces sources, ce bilan reste encore provisoire, car plusieurs personnes sont encore disparues et les recherches sont en cours pour trouver les victimes.Ce bilan a été « réévalué à 38 morts après la découverte de nouveaux corps sur l'axe Kamwanga-Kibasiamwagha », deux villages voisins, a indiqué lundi sur Twitter le Baromètre sécuritaire du Kivu (KST. « Les corps étaient pour la plupart ligotés et les cous tranchés à la machette », a expliqué à l'AFP Samy Kaleverwa, responsable de la Croix-Rouge. « Nous n'avons pas encore terminé les recherches des cadavres dans la brousse », a-t-il ajouté. De premières informations avaient fait état, vendredi dernier, d'au moins cinq personnes tuées et plusieurs prises en otage dans l'attaque nocturne d'un hôpital à Kisunga, dans le territoire de Beni.

Selon le KST, ces morts s'ajoutent à " au moins 1 137 civils tués par les assaillants, plus particulièrement les rebelles ADF-Ougandais dans ces deux provinces de l'Ituri et Nord-Kivu en dépit de l'État de siège décrété depuis le mois de mai dernier par le président de la RDC pour permettre aux militaires de diriger l'administration et mener des opérations de grande envergure. La milice maï-maï «Chini Ya Kilima» est un autre groupe très actif dans le territoire à la limite avec la province voisine du Nord-Kivu, où opèrent simultanément les rebelles ougandais des Forces démocratiques alliées (ADF), qui avaient mené mercredi dernier une attaque contre deux bus de passagers sur une route principale locale avant de tuer une dizaine de civils. A l'origine, les ADF étaient une coalition de groupes armés ougandais, dont le plus important composé de musulmans, opposés au régime du président Yoweri Museveni, installés depuis 1995 dans l'est congolais, où ils ont fait souche.

Source:AFP

K.Fiakofi

AFRIQUE DE L'OUEST

46 hauts cadres de banque outillés en Management Stratégique bancaire

Quarante-six participants administrateurs, directeurs généraux et directeurs opérationnels en exercice dans les banques et établissements financiers de la zone UEMOA ont reçu leur Certificat Executive Management Stratégique Bancaire. C'était lors d'une cérémonie tenue le jeudi 11 novembre 2021 marquant la fin de la première édition du Parcours sur le management stratégique bancaire initiée par le Centre Ouest Africain de Formation et d'Études Bancaires (Cofeb), centre de formation et de recherche de la BCEAO et HEC Paris.



Légende : Depuis 2013 plusieurs centaines de dirigeants ont été outillés en Management général des activités bancaires…

Les 46 hauts administrateurs, directeurs généraux et directeurs opérationnels en exercice dans les banques et établissements financiers de la zone UEMOA qui ont suivi la formation ont reçu leur parchemin, le jeudi 11 novembre dernier au siège de la BCEAO , à Dakar.

Le directeur général du COFEB a indiqué que ce parcours traduit le souci des autorités de la Banque Centrale d'accompagner le système bancaire dans un contexte de mutation perpétuel de l'écosystème financier régional nécessitant un renforcement permanent de capacités du haut management des établissements de crédit de l'Union.

A son avis, l'ambition du COFEB et de HEC Paris est de mettre à la disposition des cadres de banques des produits de qualité et des formations adaptées à leurs besoins, dans une démarche d'ouverture, d'écoute permanente et de flexibilité constante.

Mme Oulimata Diassé Ndiaye, responsable du département Conseil et Assistance aux États à l'UMOA-Titres, portant la parole des participants, exprime sa satisfaction. « Nous sommes sortis enrichis et aguerris de la formation CEMSTRAT. Les enseignements reçus lors de ce parcours, nous permettront sans complexe d'apporter de la plus-value à nos structures et institutions respectives ». Même son de cloche pour le directeur général de l'Africaine de Garantie et de cautionnement. Selon M. Landry Adje, « le programme constitué de cinq problématiques d'actualité nous a permis d'acquérir de nouvelles postures managériales pour être en capacité de mobiliser et d'accompagner efficacement nos organisations à se réinventer afin d'atteindre nos ambitions et objectifs stratégiques ».

Un appel pertinent aux yeux de Mme Armelle Dufour, directrice des projets stratégiques internationaux à HEC Paris. Pour elle, cette formation a permis aux participants d'apprendre à oser, à construire différemment, à intégrer la diversité et l'impact des nouvelles technologies.

Source: Allafrica

Fatimata COMPAORE

ETHIOPIE

L'ONU annonce un fonds de 40 millions de dollars pour les opérations d'urgence dans le nord

Les Nations Unies ont déclaré avoir débloqué des fonds d'urgence pour une assistance humanitaire vitale et une protection aux civils pris dans le conflit en spirale en Éthiopie.





Des millions de personnes vivent sur le fil du rasoir dans le nord de l'Éthiopie

Martin Griffiths, Chef de l'aide de l'ONU, a déclaré lundi qu'il avait débloqué un total de 40 millions de dollars visant à intensifier les opérations d'urgence dans la région du Tigré et dans le reste du nord de l'Éthiopie, touchés par le conflit, comme réponse rapide à la sécheresse dans le Sud du pays. "Des millions de personnes dans le nord de l'Éthiopie vivent sur le fil du rasoir alors que la crise humanitaire s'aggrave et s'étend", a déclaré Griffiths dans un communiqué. Il ajoute que "partout au pays, les besoins augmentent". Les combats en Éthiopie entre les rebelles de la région nord du Tigré et les forces gouvernementales ont coûté des milliers de vies, déplacé plus de deux millions de personnes et laissé des centaines de milliers de personnes dans des conditions proches de la famine, selon l'ONU.

L'Ethiopie, 2e pays bénéficiaire des fonds d'urgence de l'ONU en 2021

Griffiths a indiqué que les 25 millions de dollars injectés proviennent du Fonds central d'intervention d'urgence des Nations Unies et 15 millions de dollars supplémentaires du Fonds humanitaire éthiopien basé dans le pays. Dans le Tigré, à l'Amhara et à l'Afar, l'argent soutiendra les agences d'aide fournissant une protection et des aides vitales aux personnes touchées par le conflit, selon le communiqué. « Les femmes, les garçons et les filles continuent de faire les frais du conflit, mais leurs besoins de protection restent sous-financés », a-t-il déploré. Cette nouvelle allocation porte le soutien de l'ONU à l'Éthiopie cette année à 65 millions de dollars, ce qui fait de l'Éthiopie le deuxième plus grand bénéficiaire de ces fonds d'urgence en 2021. L'ONU estime que les opérations humanitaires dans tout le pays font face à un déficit de financement de 1,3 milliard de dollars, dont 350 millions de dollars pour la réponse au Tigré.

Source: News.un

K.Fiakofi

SOUDAN DU SUD

Le mandat des Casques bleus prolongé à mi- décembre

Le Conseil de sécurité de l'ONU a prolongé lundi 15 novembre 2021 le mandat de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA), région frontalière entre le Soudan et le Soudan du Sud, jusqu'au 15 décembre prochain.





La FISNUA a été créée par le Conseil de sécurité en juin 2011 après une flambée de violences, peu de temps avant l'indépendance du Soudan du Sud

La résolution 2606, en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations Unies, a été adoptée à l'unanimité. Le Conseil de Sécurité a réaffirmé toutes les résolutions et déclarations présidentielles antérieures concernant la situation à Abyei ainsi que le long de la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud, soulignant qu'il était important que celles-ci soient pleinement respectées et mises en œuvre. Selon le Conseil ,"la situation actuelle sur place continuait de constituer "une menace pour la paix et la sécurité internationales".

Avant cette résolution , le Conseil a examiné la situation à Abyei le 27 octobre, date à laquelle le Secrétaire général adjoint a présenté au Conseil les conclusions de l'examen stratégique de la FISNUA qu'il avait demandé ainsi que les recommandations du Secrétaire général qui invitait le Conseil à étudier deux options militaires « viables ». Il s'agit du maintien des effectifs globaux, proches de ce qu'ils sont actuellement, ou la fixation d'un plafond de troupes légèrement réduit. Le Conseil recommandait par ailleurs de laisser tel quel le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière. Le Soudan s'était dit favorable au renouvellement du mandat de la Force pour six mois supplémentaires mais le Soudan du Sud avait jugé nécessaire le réexamen du plan, du fait du coup d'État militaire survenu deux jours plus tôt à Khartoum. Plusieurs membres du Conseil avaient préconisé de reporter la décision sur un sujet jugé sensible.

Source: Un.org

K.Fiakofi

NIGER

Le 3e sommet des filles table sur le droit des filles enceintes et des adolescentes mariées

Le 3e Sommet des filles africaines se tiendra à Niamey, au Niger, du 16 au 18 novembre 2021. A l'occasion, l'ONG Human Rights Watch a lancé un appel à l'endroit des dirigeants africains qu'il a invités à s'engager pour le renforcement des mesures de protection du droit à l'éducation des filles, en particulier celles des filles enceintes et des adolescentes mariées.



HRW appel les dirigeants africains à renforcer les droits à la scolarisation des filles enceintes ou adolescentes mariées



La fermeture des écoles liée à la crise sanitaire a occasionné une explosion des grossesses d'adolescentes en Afrique

Le droit à l'éducation de centaines de milliers de filles et de jeunes femmes du continent est toujours dénié parce qu'elles sont enceintes, mariées ou mères. C'est une réalité qui perdure malgré le fait que de nombreux gouvernements en Afrique disposent déjà de lois et de normes politiques pour protéger le droit à l'éducation des filles. Fort de ce constat, l'ONG de défense des droits de l'homme, Human Rights Watch (HRW), a appelé les gouvernements participant au Sommet à accorder la priorité à l'éducation des filles enceintes et des adolescentes mariées. « Le troisième Sommet des filles africaines met en lumière l'engagement croissant des dirigeants africains à mettre fin à la discrimination à l'égard des filles, mais ils devraient prendre des mesures supplémentaires pour garantir que toutes les filles puissent profiter de leur enfance et contribuer au développement de leur société », a déclaré Agnes Odhiambo, chercheuse sur l'Afrique subsaharienne auprès de la division Droits des femmes de HRW.

Une politique qui varie d'un pays à l'autre

Le Gabon et la Côte d'Ivoire font partie des pays qui leur garantissent le droit de poursuivre leur scolarité pendant la grossesse et après

La suite à la page 13

La suite de la page 12

l'accouchement, selon l'ONG. Cependant, d'autres nations, comme la Tanzanie, ont des politiques qui expulsent les filles enceintes ou les mères adolescentes de l'école ou leur en interdit l'accès, a rapporté l'ONG. Et cela malgré les dispositions légales et politiques en matière de droit des filles.

Recommandation

La Commission de l'Union africaine (CUA) devrait envisager l'élaboration et la vulgarisation d'un modèle de politique régionale pour garantir la formation continue des filles enceintes et des mères adolescentes et la « réintégration » de celles qui quittent l'école, a précisé Human Rights Watch. Les gouvernements africains doivent également lutter contre les grossesses précoces généralisées qui poussent de nombreuses filles à quitter l'école, car contribuent à des abus comme le mariage précoce. « L'Union africaine, dans son ensemble, devrait faire preuve d'un leadership renforcé et promouvoir systématiquement l'éducation des filles enceintes et des mères adolescentes. », a conclu Agnes Odhiambo.

Sources: HRW, Africanews

Line Rose

Corruption : La gouvernance actuelle passée à la loupe du REN-LAC et de l'ASCE

Le 18 novembre 2021, le Réseau National de Lutte contre la Corruption (REN/LAC) et l'Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption (ASCE/LC) ont conjointement animé un point de presse à Ouagadougou. L'état des lieux de la lutte contre la corruption au Burkina Faso a été au cœur de ce rendez-vous avec les Hommes de médias.

De l'avis des organisateurs, cette conférence qui est un exercice de redevabilité des gouvernants envers les gouvernés avait pour thème «Les trois (03) pouvoirs face à la corruption». Cette dernière terminologie, selon un des conférenciers, Luc Marius Ibriga, actuel responsable de l'ASCE/LC, se perçoit comme «le détournement d'un pouvoir de satisfaction d'intérêt général à des fins personnels». Il a d'entrée de jeu donné les mobiles de la tenue de la présente activité. «Cette tribune n'est pas polémiste, elle constitue un cadre d'interpellation du gouvernement et offre à ce dernier une opportunité d'expression», a-t-il justifié. A l›entendre, il est temps que les trois pouvoirs étatiques que sont l›exécutif, le législatif et le judiciaire œuvrent dans les meilleurs délais à la restauration du sens de l›État, du bien commun et de la communauté, actuellement en perdition. «Le terrorisme dans lequel est plongé notre pays est la preuve palpable de l'éffritement du patriotisme», a-t-il martelé. Sagado Nacanabo, secrétaire exécutif du REN/LAC, a, pour sa part, pointé du doigt les autorités en place dans le constat de contre-performance du pays des Hommes intègres dans la lutte contre la corruption, marquée, selon lui, par un net recul ces dernières années. Les conférenciers ont, dans la foulée, situé l'ampleur et l'impact de la corruption dans les trois compartiments de l'appareil d'Etat. Au titre du pouvoir exécutif, il ressort que le phénomène y

La suite à la page 14

La suite de la page 13



Salgado Nacanabo, secrétaire exécutif du REN/LAC (à gauche) et ses camarades ont au début de la cérémonie, observé une minute de silence au regard de l'insécurité au Burkina Faso

a gangréné des pans entiers et est beaucoup perceptible dans les recrutements publics «clandestins», les passations de marchés publics de construction qui entraînent des effondrements de bâtiments. Pour le compte de l'appareil judiciaire, les experts relèvent surtout la lenteur dans la poursuite et la répression des dossiers emblématiques. Quant au législatif, les conférenciers ont mis en exergue la non-opérationnalisation des différents rapports d'enquête parlementaire, la violation du statut de député par certains membres, à travers des remises de dons pouvant être, selon eux, sources de corruption déguisée.

Recommandations pour lutter contre la corruption

Face à cette situation, que faire? Le REN/LAC et l'ASCE/LC ont formulé des «recommandations idoines» à l'endroit de ces trois pouvoirs pour lutter efficacement contre la corruption. A l'endroit de l'hémicycle, ces deux structures préconisent un strict respect du statut du député, invitent par ailleurs ce dernier à redoubler d'efforts dans son rôle régalien de contrôle d'Etat et enfin exhorte l'institution à rendre publics les autres rapports d'enquête parlementaires. La Justice a été invitée à élargir la composition du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) aux acteurs non judiciaires et également à bannir la culture de l'impunité, de la corruption qui, de leur point de vue, tend à être un mode de gouvernance. L›exécutif, selon les conférenciers, doit assurer le rôle de leader dans la lutte contre ce phénomène par la promotion de la gouvernance vertueuse. Les conférenciers ont aussi établi un lien entre la corruption dont certains éléments de sécurité se rendent coupables et la montée du terrorisme car, pour eux, le phénomène peut contribuer à entacher la collaboration entre ces derniers et la population, toute chose pouvant favoriser la mobilité des terroristes. Etaient présents à cette cérémonie les représentants de l'Assemblée Nationale et de l'appareil judiciaire. Le gouvernement ne s'est pas fait représenter à cette tribune d'interpellation des pouvoirs publics.

Abdoul Karim TAPSOBA

BURKINA FASO

Appel à la démission du président du Faso : La CIFA appelle la population à ne pas se tromper d'ennemis

Le jeudi 18 novembre 2021, le président de l'association Citoyen du Faso (CIFA), Rabo Abdoul, accompagné de ses camarades, a animé une conférence de presse à Ouagadougou sur la situation nationale. Au menu des échanges avec les journalistes la question de l'insécurité et du chômage que cela entraîne.



Il faut motiver les forces de l'ordre et de sécurité qui sont au front en les dotant de matériels militaires conséquents, dixit les conférenciers

« La problématique du chômage est cruciale dans notre pays, le taux de chomâge ne fait qu'augmenter d'année en année », a soutenu le président de l'association CIFA, Abdoul Drabo, qui ajoute que « le manque d'emploi est l'une des principales causes du terrorisme au Burkina Faso ». Suite à la récente attaque terroriste ayant occasionné une cinquantaine de morts et entraînant des marches de protestation des populations pour réclamer plus de sécurité et le départ de l'armée française ainsi que la démission du président du Faso, la CIFA appelle la population à la vigilance.

« Le Burkina Faso est un pays de droit et de liberté, tout citoyen a donc ce droit de montrer son mécontentement. Les Burkinabè ne doivent pas se tromper de cible et demander le départ du président Roch Marc Christian Kaboré, car nous serons toujours dans un perpétuel recommencement », a souligné le président Abdoul Rabo. " En tant qu'acteurs de la société civile, nous devons être très vigilants pour ne pas se laisser manipuler par une classe politique toujours avide du pouvoir ", a-t-il martelé.

La CIFA pour l'engagement des populations dans la lutte contre le terrorisme

Toutefois, selon les conférenciers, si les attaques terroristes se répètent, il est clair que le pouvoir en place ne s'est pas attaqué aux causes mais plutôt aux conséquences. La CIFA interpelle donc "l'Etat à assurer sa mission régalienne qui est de sécuriser tous les Burkinabè et d'avoir un peu d'audace dans les prises de décisions au niveau de la hiérarchie militaire afin de venir à bout du terrorisme". Cela passe aussi par la motivation des Forces de défense et de sécurité au front, à travers une dotation en matériels militaires conséquents, selon eux.

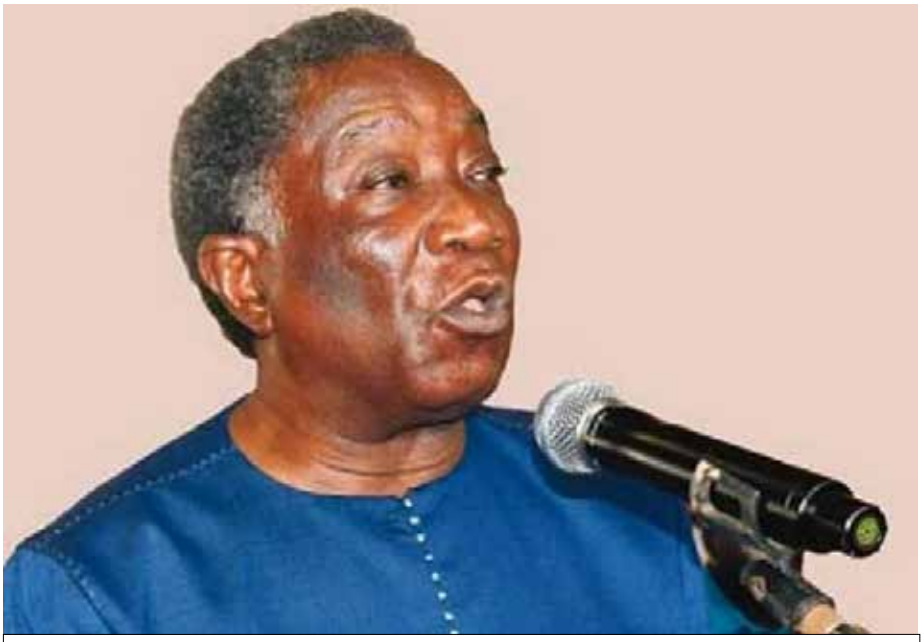
Comme solutions face à l'hydre terroriste, la CIFA propose l'allègement de la lourdeur administrative, l'implication des leaders coutumiers et religieux pour des solutions endogènes, l'engagement de la population dans la lutte et des partenariats qui aideront le Burkina Faso à faire face au fléau. Dans la foulée, Abdoul Drabo a annoncé la tenue de la prochaine assemblée générale statutaire de CIFA le dimanche 28 novembre 2021.

Lucien DAKISSAGA

BURKINA FASO

Mouvement Rupture positive/3R : Pour renforcer le système du contre-pouvoir " caporalisé"

Le 11 novembre dernier, cinq partis politiques, des particuliers et des responsables d'Organisations de la société civile ont porté sur les fonds baptismaux le Mouvement Rupture positive / 3 R (Réconciliation, Refondation, Renouveau). Un regroupement de partis politiques, d'associations citoyennes et de personnes qui veulent impulser le changement décisif dans la gouvernance du pays à travers la réflexion et l'action.



Léonce Koné, président du Mouvement Rupture positive / 3R

L'UNDD, le RSR, le FPR, la HAWRE, le PDF/LAAFI, les associations G33, Vision-Montrelle-Solidarité, TEEL TAABA, Comité pour la Restauration de l'Intégrité ainsi que des personnalités indépendantes sont les membre du mouvement Rupture positive/3R. Un mouvement dont le conseil exécutif est dirigé par Léonce Koné, ancien cadre du CDP, assisté de 5 vice-présidents et dont le président référent est Me Hermann Yaméogo de l'UNDD. La rupture dont il est question dans le mouvement traduit une volonté, celle de mettre fin , radicalement, à la situation qui prévalait antérieurement au Burkina en termes de gouvernance, pour améliorer le processus démocratique et les conditions de vie des populations, selon les responsables du MRP/3R. Des questions comme l'insécurité, la gestion du pays dominée par le dilettantisme, l'absence de visions et de stratégies globales, selon Léonce Koné, président du mouvement, qui qualifie la gouvernance actuelle d'engrenage de laisser-aller affectant des domaines de la vie publique comme l'économie, la lutte contre la corruption, la cherté du coût de la vie, la gestion de l'autorité de l'Etat, la justice, l'exercices des libertés publiques, la recherche de la cohésion nationale… Il fallait donc, dit-il, rompre avec "cette dérive", dans le respect de la légalité constitutionnelle, à travers une rupture positive qui débouche sur quelque de meilleur, en tirant leçon de

La suite à la page 17

La suite de la page 16

l'expérience passée du pays en mal comme en bien.

Tourner la page du passé conflictuel pour affronter les défis nouveaux

La réconciliation dont il est question dans le mouvement n'est pas un service public ordinaire que l'Etat doit rendre aux citoyens, mais une cause nationale qui doit impliquer la participation active des citoyens dans les formes qui leur conviennent. Selon le mouvement, le retour des exilés politiques doit s'opérer dans l'esprit de l'unité du pays. La refondation des bases de l'action politique s'impose au Burkina, selon les responsables du mouvement Rupture positive/3R. Pour prendre en compte les attentes de la jeunesse, le MRP/3R entend inscrire son organisation et son fonctionnement internes dans la dynamique d'une transition des générations, programmée et harmonieuse, selon Léonce Koné. Le renouveau dans le mouvement passe par la mise en place d'une gouvernance éthique fondée sur le renforcement de la lutte contre la corruption, la modestie du train de vie de l'Etat et une saine gestion de la chose publique.

Dr Aristide Ouédraogo, 3e vice-président du MRP/3R estime que la crise sécuritaire est devenue un phénomène de guérilla qui s'étend à la presque totalité du territoire national, avec le terrorisme qui se repand et prend de l'ampleur, depuis 6 ans, dit-il. le MRP/3R appelle les coutumiers et religieux à user de leur influence pour amener le pouvoir politique à prendre conscience de sa responsabilité et à l'assumer. Il estime souhaitable la réintégration du personnel de l'ex-RSP pour la lutte anti-terroriste. En lançant le projet du MRP/3R, ses acteurs ont choisi de tourner la page du passé conflictuel pour affronter, ensemble, les défis du présent et du futur, a souligné Dr Aristide Ouédraogo.

Lonsani SANOGO

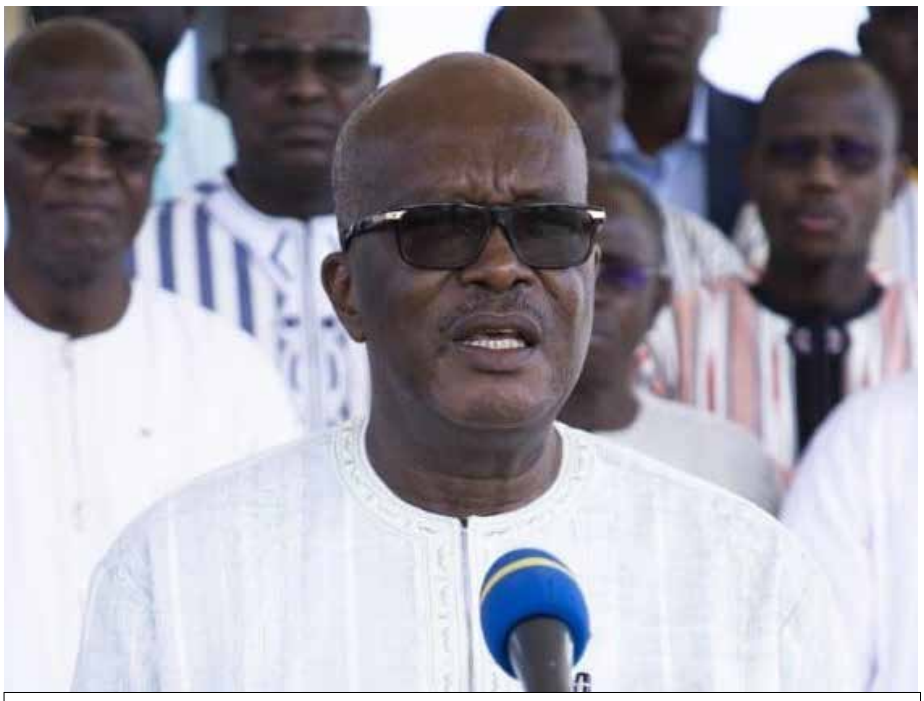
Attaque meurtrière d'Inata : Le président Kaboré annonce des sanctions sans exception

Trois jours après l'attaque terroriste d'Inata dans la province du Soum, région du Sahel, qui a officiellement coûté la vie à 49 gendarmes et 4 civils, le président du Faso, Roch Kaboré, a donné de la voix. C'était au sortir du conseil des ministres du mercredi 17 novembre 2021 au palais de Kosyam, à Ouagadougou. Le chef de l'Etat a annoncé d'autres mesures adoptées en conseil de ministres.

« C'est avec beaucoup d'affliction que je prends la parole au sortir du Conseil des ministres au sujet du drame d'Inata, drame dont l'onde de choc a été importante au niveau des différentes couches sociales de notre pays», a déploré le président Roch Kaboré. Il dit comprendre les différentes manifestations qui

La suite à la page 18

La suite de la page 17



Le président du Faso, Roch Kaboré (micro), juge inacceptable les dysfonctionnements au sein de l'armée burkinabè

en ont découlé puisqu'il estime inconcevable le constat de certains manquements au sein de la grande muette. «Il ne peut pas être normal en ce moment, que l'Armée qui doit être la structure la mieux organisée, que dans cette armée, nous ayons des dysfonctionnements à un niveau si important, des dysfonctionnements concernant les questions de l'alimentation, des dysfonctionnements concernant les questions logistiques et autres». Pour le président du Faso, cet état de fait est «inacceptable» et juge légitimes les différentes réactions observées depuis le tragique évènement.

Sanctions sans exception pour les éventuels coupables

Au cours de son allocution, le chef de l'Etat a annoncé une enquête administrative et promis des «sanctions disciplinaires sans exception» à l'endroit des éventuels coupables de tels agissements, au terme de l'enquête. A l'entendre, plus rien ne sera comme avant dans la gestion de cette institution de la République. «Nous ne devons plus entendre parler des questions d'alimentation (...), de primes, dans notre Armée. Nous devons mettre nos hommes dans toutes les conditions qui leur permettent d'affronter le terrorisme avec le courage et la détermination qu'il faut», a-t-il insisté. Le président Roch Marc Christian Kaboré a clos son allocution par les condoléances adressées aux proches des différentes victimes et a évoqué une réunion très prochaine du Conseil supérieur de la Défense pour, dit-il, «faire le point de l'ensemble de ces dysfonctionnements et prendre les dispositions qui s'imposent». Outre la déclaration du président du Faso, le conseil des ministres s'est aussi penché sur certains sujets de portée nationale. Ainsi le Commandant du groupement du secteur nord et celui de la première région de gendarmerie ont été relevé de leurs fonctions, le processus d'enrôlement biométrique pour les municipales de 2022 est annulé, la prochaine fête de l'indépendance sera célébrée dans la sobriété, les frontières terrestres et ferroviaires sont rouvertes à compter du 1er décembre 2021 et enfin est créé un comité de suivi de la réconciliation nationale, prévue du 17 au 23 janvier prochain.

Abdoul Karim TAPSOBA

ANNONCE

CLUB DES HOMMES D'AFFAIRES FRANCO BURKINABE

SUNU Assurances
Sponsor officiel

Gala DE SOLIDARITE

3ème EDITION

EN FAVEUR DES ORPHELINS

Animations - Ventes solidaires - Dîner gastronomique

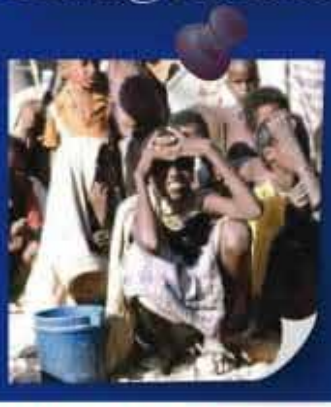


Sous le Parrainage de M. Monhamed J.I. COMPAORE
Directeur Général de SUNU ASSURANCES IARD BURKINA FASO

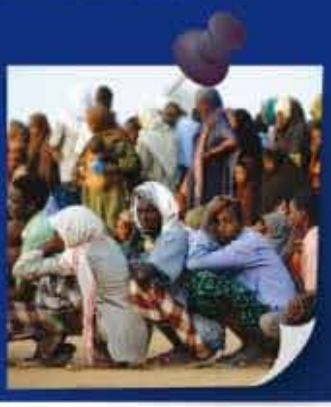
PRIX D'ENTRÉE : 30 000 F CFA

Infos et réservation
Tél : 70 21 20 20
chafb@chafb.com

27 NOVEMBRE 2021
HOTEL SILMANDE
18 HEURES







PARTENAIRES

SUNU Assurances · cfao · BOLLORÉ · BANK OF AFRICA · AIRFRANCE · La Clé · Sofitel Silmande · RMO

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Égypte: des peines de 3 à 5 ans de prison prononcées contre six prévenus, dont un ex-député et deux journalistes



L'Agence de presse officielle égyptienne (MENA), citée par l'Agence Anadolu a déclaré que « *le tribunal d'urgence de la Sûreté d'État a condamné Ziad el-Elaimi à 5 ans de prison, ainsi que 5 autres prévenus, pour diffusion de fausses nouvelles de nature à porter atteinte à la sécurité nationale* ». Les six prévenus dans cette affaire sont : Ziad el-Elaimi, Hicham Fouad, Hossam Monis, Mohamed Bahnassi Massoud, Hossam Abdel Nasser, et Fatma Abul Maati. « *Les journalistes Hicham Fouad et Hossam Monis ont écopé d'une peine de quatre ans de prison, alors que les trois autres prévenus se sont vu infliger trois ans de prison* », selon notre source.

Café Africain : La Côte d'Ivoire participe au 9ème Symposium au Rwanda



Selon Fratmat.info, les 25 pays-membres de l'Organisation Interafricaine du Café (OIAC) sont réunis à Kigali (RWANDA), du 16 au 20 Novembre 2021, pour le 9ème Symposium sur le Café Africain, suivi de la 61ème Assemblée Générale de leur Organisation. Cet événement a pour thème : "*Renforcer la Chaîne de Valeur du Café pour un développement durable de l'économie et l'amélioration des revenus des producteurs africains*". La délégation de la Côte d'Ivoire, troisième producteur africain de Café, et par ailleurs membre fondateur de l'OIAC, est conduite par S.E.M. Aly TOURE, Représentant Permanent de la Côte d'Ivoire auprès des Organisations Internationales de Produits de Base.

Tunisie-Egypte : Volonté de renforcer la coopération militaire



Selon l'Economiste Maghrébin, le ministre de la Défense nationale, Imed Memmiche, a reçu, le mercredi 17 novembre 2021, au siège du département, l'ambassadeur d'Egypte à Tunis, Ihab Fahmy. « *Les deux parties ont passé en revue les liens fraternels historiques qui unissent la Tunisie et l'Egypte* », a indiqué un communiqué du ministère de la Défense, cité par notre source. Elles ont également affirmé la « *volonté commune de renforcer davantage la coopération militaire et d'en diversifier les champs. Et ce, dans les domaines notamment de la formation, l'entraînement, l'échange d'expertises et la santé militaire* », selon ledit communiqué.

Soudan : Journée de mobilisation sanglante, de nombreux manifestants tués

Selon France 24, les forces de sécurité soudanaises ont tiré, le mercredi 17 novembre 2021, des grenades lacrymogènes sur des milliers de manifestants qui défilaient à Khartoum contre le coup d'État militaire. Il s'agit de la journée la plus sanglante depuis le coup d'État du 25 octobre dernier. Quinze manifestants ont été tués par balles. Le syndicat fait, en outre, état de «dizaines de blessés par balles» dans la capitale soudanaise, dont plusieurs «grièvement». Les forces de sécurité, elles, assurent ne pas tirer à balles réelles.



INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Cameroun: Le tribunal militaire acquitte 27 militants du MRC à Bafoussam (Ouest)



27 militants du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC), poursuivis par le tribunal militaire de Bafoussam (Ouest), ont été acquittés le 15 novembre 2021, selon camerooninfo.net. Des 6 autres militants restés en prison, 2 recouvriront la liberté après paiement d'une amende de 300.000 FCFA chacun. Quant aux 4 autres militants, leur situation sera examinée le 9 décembre 2021. Pour Me Hyppolite Meli, porte-parole du collectif des avocats du MRC, cité par notre source, "*ces acquittements n'obéissent à aucune logique, puisque que ces militants ont été arrêtés dans les mêmes conditions et avec les mêmes chefs d'accusation*".

Ethiopie : Les Etats-Unis et le Kenya poussent à un cessez-le-feu dans le pays



Les Etats-Unis et le Kenya ont poussé, le mercredi 17 novembre 2021, à un cessez-le-feu en Ethiopie, dans l'espoir d'une issue pacifique au conflit entre le gouvernement et les rebelles, dans le nord du pays, a rapporté TV5Monde. «*Je réitère notre appel à toutes les parties à urgemment et sérieusement engager des négociations sur la cessation des hostilités* sans conditions préalables», a déclaré le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, cité par notre source. Il a aussi lancé un appel à la reprise de l'aide humanitaire au Tigré, où des centaines de milliers de personnes vivent dans des conditions proches de la famine.

Ethiopie : Les Etats-Unis et le Kenya poussent à un cessez-le-feu au Tigré



Les Etats-Unis et le Kenya ont exhorté, mercredi 17 novembre 2021, à un cessez-le-feu en Ethiopie, réaffirmant leur espoir d'une conclusion positive aux efforts diplomatiques déployés pour une solution négociée entre gouvernement et rebelles. «Nous croyons qu'un cessez-le-feu est possible», a déclaré au Nouvel obs, la ministre kényane des Affaires étrangères, Raychelle Omamo. Les Nations Unies ont appelé à des «*avancées concrètes pour la paix*» et à la reprise de l'aide humanitaire au Tigré, où des centaines de milliers de personnes vivent dans des conditions proches de la famine.

Dix corps retrouvés dans un bateau au large des côtes libyennes



Les corps de 10 personnes ont été retrouvés dans un bateau surpeuplé transportant des migrants au large des côtes libyennes, apparemment en état d'étouffement, a annoncé mercredi 17 novembre 2021, Médecins sans frontières (MSF). Le navire de sauvetage Geo Barents de l'organisation caritative a retiré 99 personnes du bateau en train de couler, mardi dernier, avant de faire la macabre découverte sur le pont inférieur. «*Au fond du bateau en bois surpeuplé, 10 personnes ont été retrouvées mortes*», a tweeté MSF.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Maroc : Marrakech accueillera le « Forum de coopération russo-arabe » à la mi-décembre 2021



Un site d'information marocain, réputé proche du pouvoir, cité par l'Agence Anadolu, a annoncé que le Forum de coopération russo-arabe se tiendra à Marrakech (centre), le 15 décembre prochain. Ledit Forum, lancé il y a 12 ans, cherche à renforcer la coopération entre les pays arabes et la Russie, notamment à travers l'organisation de réunions d'affaires et de séminaires, ponctués par la signature d'accords bilatéraux, a ajouté notre source.

Zimbabwe : En quête de soutien budgétaire, Harare essuie un refus du FMI



Le Fonds monétaire international a refusé d'apporter un soutien budgétaire à Harare, à cause d' une dette de plus de 11 milliards de dollars. Elle est jugée insoutenable, avec des arriérés de 6,5 milliards de dollars, qui n'ont pas été payés, a rapporté RFI. L'économiste zimbabwéen, John Robertson, cité par notre source, "*déplore cependant le risque de voir le Zimbabwe se tourner davantage vers la Chine, et donc vers ses crédits opaques et souvent très coûteux*".

Tunisie: Maher Zid condamné à trois ans de prison



La Chambre correctionnelle au Tribunal militaire permanent de Tunis a condamné, le mercredi 17 novembre 2021, le député du Parlement, Maher Zid, à trois ans de prison, a rapporté Mosaïque Fm. Cette condamnation fait suite à la plainte déposée par l'ancien ministre de la Défense, Ghazi Jribi, accusé par Maher Zid , de corruption financière en lien avec l'acquisition d'hélicoptères militaires américains. Notons qu'étant en fuite, Maher Zid a été jugé par contumace par la Chambre correctionnelle.

50 délégués africains à Singapour pour le Bloomberg New Economy Forum



50 délégués de toute l'Afrique font partie des quelque 495 participants au Bloomberg New Economy Forum, qui a débuté mardi dernier, à Singapour, a rapporté clubofmozambique. com. Étant le premier grand rassemblement post-COP26, les participants devraient contribuer à ce que ses organisateurs espèrent être une nouvelle réflexion sur « les voies vers une reprise mondiale alors que le monde est sous le choc de la pandémie de COVDI-19 ». Dans une déclaration avant l'événement, Michael R. Bloomberg, fondateur de Bloomberg LP, a déclaré que les défis économiques mondiaux aggravés par la pandémie apportent un niveau d'urgence particulier au forum de cette année. Les séances plénières du forum s'articulent autour des thèmes suivants : reconstruire l'économie mondiale, innover en sortie de crise et naviguer dans un monde divisé.

source : www.clubofmozambique.com

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Système de management de la Qualité: l'Arcep Bénin partage ses expériences avec l'Arcep Burkina-Faso



Les locaux de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et de la Poste (ARCEP BENIN) ont accueilli dans la matinée du mercredi 17 novembre 2021 une délégation de l'Arcep Burkina-Faso, conduite par Monsieur Christophe Auguste GUIGMA, Chef de Département de l'Audit Interne à l'Arcep Burkina-Faso. A en croire le média Matin Libre, l'objectif de cette visite de travail, qui va durer trois (03) jours, est d'échanger avec le régulateur béninois sur ses expériences dans le cadre de la mise en place de son Système Management de la Qualité de la norme ISO 9001 : 2015 et s'enquérir de ses expériences en matière de régulation du secteur des communications électroniques et de la poste par la démarche qualité.

Ouganda : L'Etat islamique revendique deux attentats suicides



Un double attentat dans le quartier d'affaires de la capitale Kampala a fait au moins trois morts et 33 blessés le mardi 16 novembre 2021, selon des sources locales. Les deux explosions se sont produites à trois minutes d'intervalle, peu après 10H00 locales (07H00 GMT). La police ougandaise a attribué les attaques de mardi à un « groupe local lié aux ADF », les Forces démocratiques alliées, rébellion active dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) voisine. Certaines attaques des ADF sont revendiquées par l'EI, qui le considère comme étant sa « Province d'Afrique centrale » (Iscap en anglais). En rappel, ce double attentat est le second du genre dans le pays en quelques semaines et revendiqué par l'EI.

Le parlement du Niger et celui de la CEDEAO échanges sur l'élection des membres du parlement de la CEDEAO au suffrage universel direct



Le président de l'Assemblée nationale, Seini Oumarou a présidé le 17 novembre 2021, une séance de travail ayant regroupée une délégation du parlement la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), conduite par son président, Sidie Mohamed Tunis et les députés nationaux du Niger. Cette délégation du parlement communautaire effectue une visite de travail au Niger du 16 au 21 novembre 2021. Selon le média aNimey.com, l'objectif est d'examiner les voies et moyens pour faire élire les membres du parlement de la CEDEAO au suffrage universel direct et de rechercher l'appui des autorités politiques nigériennes pour soutenir cette initiative.

Maroc : l'Espagne extrade un activiste du Front Polisario réclamé par Rabat

Fayçal al-Bahloul, activiste du Front Polisario, arrêté fin mars 2021 lors d'une opération sécuritaire dans la région basque, a été extradé par les autorités espagnoles, le mardi 16 novembre 2021, au Maroc, a rapporté RFI. Il est accusé par les autorités marocaines d'« *inciter à commettre des crimes terroristes contre le royaume et d'avoir tué un policier en 2010* », a ajouté notre source.



INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

La CAF confirme 10 équipes africaines pour les éliminatoires du tour final de la coupe du monde en mars 2022

Après le deuxième tour des éliminatoires africains de la coupe du monde de football, Qatar 2022, qui s'est terminé mardi dernier, dix équipes se sont qualifiées pour le tour final prévu en mars prochain, a confirmé mercredi dernier, la Confédération africaine de football (CAF), cité par newsghana.com. Les dix équipes comprennent l'Algérie, la Tunisie, le Nigeria, le Cameroun et le Mali. Les autres sont l'Égypte, le Ghana, le Sénégal, le Maroc et la RD Congo. Les dix équipes, selon la CAF, seront tirées au sort en cinq matches de barrage pour déterminer les cinq qui représenteront le continent africain, lors de la coupe du monde de football 2022 au Qatar.

Madagascar : Perquisition dans la résidence de l'équipe de football tanzanienne



La Fédération tanzanienne de football a déclaré, mercredi dernier, que l'armée malgache avait perquisitionné la résidence de l'équipe nationale de son pays, affirmant qu'il y avait des infections à la pandémie de covid-19 parmi ses joueurs, selon l'Agence Anadolu. Il a expliqué que l'opération de prise d'assaut s'est déroulée le 14 novembre, avant le match contre l'équipe nationale de Madagascar, dans le cadre des éliminatoires pour le Mondial de football 2022, au Qatar. Selon la même source, la délégation tanzanienne «a été harcelée», avant que les deux équipes ne se rencontrent lors du sixième et dernier tour des éliminatoires de la Coupe du monde Qatar 2022.

Burkina Faso: Thomas Sankara, le Che africain



Thomas Sankara, père de la révolution burkinabè, assassiné en octobre 1987 avec douze de ses compagnons d'infortune, demeure une boussole pour la jeunesse africaine, d'où la nécessité de lui rendre justice, ont expliqué des experts à l'Agence Anadolu. C'est en 2015, que le dossier de l'assassinat de Sankara, considéré comme le «Che Guevara africain», en berne sous le règne de Compaoré, a été rouvert après la chute de ce dernier par une insurrection populaire, en octobre 2014. «*Sankara reste un symbole de la lutte contre l'impérialisme, les inégalités et la promotion d'un développement endogène. C'est pour cela qu'il demeure une boussole pour la jeunesse africaine (...)*», a déclaré à l'Agence Anadolu, Isidore T. Compaoré, sociologue.

RDC/Beni : Des ex-otages des ADF libérés



Une dizaine de personnes enlevées par des rebelles ADF lors de l'attaque de Kisunga, dans la chefferie de Bashu, ont été retrouvées, depuis le mardi 16 novembre 2021, a rapporté Radio Okapi. Les otages disent avoir été libérés par la volonté de l'ennemi et qu'il n'y a pas eu d'offensive de l'armée pour leur libération, a précisé Radio Okapi.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Le commandant de l'AFRICOM renforce la coopération sécuritaire américano-mozambique



Le général de l'armée américaine Stephen J. Townsend, commandant du Commandement américain pour l'Afrique (AFRICOM), était en visite à Maputo, au Mozambique, du 16 au 18 novembre 2021. Cette visite a renforcé l'engagement du gouvernement américain à soutenir un Mozambique et une région pacifiques et stables, selon les médias. À Maputo, le général Townsend et l'ambassadeur des États-Unis au Mozambique, Dennis W. Hearne, ont rencontré le ministre de la Défense Cristóvão Chume et le chef d'état-major, l'amiral Joaquim Mangrasse. Les responsables ont discuté de l'importance du partenariat sécuritaire américano-mozambique et des progrès accomplis dans la stabilisation de la situation dans le nord du Mozambique.

Aucun membre de la CEDEAO n'est pleinement démocratique – Ibn Chambas



Le Dr Mohammed Ibn Chambas, envoyé spécial des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO à Conakry, a déclaré qu'aucun membre de la CEDEAO n'est « pleinement démocratique » en référence à un récent classement de l'indice de démocratie, a rapporté newsghana.com. Le Global Freedom Index, publié par l'Economic Intelligence Unit en octobre dernier, a cependant classé le Ghana et le Cap-Vert comme les seuls pays un peu plus proches de la démocratie, et a décrit le Sénégal, le Libéria, le Bénin, la Sierra Leone, la Gambie, le Nigéria et la Côte d'Ivoire comme ayant des « régimes hybrides ».

Covid : 30 millions d'Africains dans l'extrême pauvreté



La pandémie du nouveau coronavirus a anéanti cinq ans de croissance en Afrique. La Covid-19 a plongé environ 30 millions de personnes en Afrique subsaharienne dans l'extrême pauvreté, a révèlé, un rapport publié mercredi dernier, au Forum Bloomberg sur la nouvelle économie, a indiqué news.abangui.com. "Même si les économies africaines gagnent du terrain à mesure qu'elles se redressent, cela ne leur permettra pas d'atteindre l'Objectif de développement durable (ODD) des Nations Unies, relatif à l'éradication de la pauvreté d'ici à 2030" selon ledit rapport.

Les autorités de Sao Tomé réactivent la pratique du sport scolaire dans le pays



Les autorités de São Tomé et Príncipe se sont réunies, mercredi dernier, à São Tomé, avec la direction du Comité Olympique, pour une réflexion sur la réactivation de l'école sportive dans le pays, a rapporté STP Presse. Selon João Costa Alegre, président du Comité olympique, la réunion a porté sur diverses formes de sports scolaires, telles que l'athlétisme, le football en filet et d'autres formes possibles de sports scolaires.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite et fin)

La FIFA enquêtera sur la protestation de l'Afrique du Sud contre le Ghana



L'instance dirigeante du football mondial, la FIFA, va ouvrir une enquête sur le dernier tour du match entre le Ghana et l'Afrique du Sud, au stade de Cape Coast, dans lequel l'équipe locale s'est imposée 1-0, selon un communiqué publié mercredi dernier, cité par newsghana.com. Cela fait suite à une protestation déposée par l'Association sud-africaine de football (SAFA) auprès de la FIFA contre l'arbitre du match, Maguette Ndiaye, du Sénégal, sur un penalty en première mi-temps qu'il a infligé au Ghana, lors de la finale des éliminatoires zone Afrique de la Coupe du monde, dimanche 14 novembre 2021. La FIFA a exhorté la Fédération ghanéenne de football à fournir tous les commentaires qu'elle jugerait appropriés sur la protestation d'ici le 20 novembre, ainsi que tous les documents jugés nécessaires.

Covid-19 : Pfizer va faciliter la diffusion de sa pilule thérapeutique dans les pays pauvres



Pfizer a annoncé avoir développé un antiviral oral efficace à 89%, pour traiter la covid-19. Désormais, l'entreprise semble prendre très tôt les devants pour faciliter l'accès des plus pauvres à ce médicament, contrairement au scénario qui s'est déroulé avec les vaccins, a indiqué news.abangui.com. La firme pharmaceutique Pfizer a annoncé, dans un communiqué, le mardi 16 novembre 2021, la signature d'un accord pour faciliter l'accès à sa pilule anti-covid-19, aux pays pauvres, après que le traitement ait été autorisé.

Somalie: Le chameau est roi dans l'économie



Pour de nombreux Somaliens, le chameau est un cadeau des dieux : une source de lait et de viande, une bête de somme dans le désert et, alors que le changement climatique provoque des conditions météorologiques extrêmes dans la Corne de l'Afrique, une assurance en temps de crise. Animal à la réputation hautaine et acariâtre, en Somalie, le chameau est célébré dans les chansons et le folklore, symbole de statut et de prospérité, et échangé dans les mariages ou pour régler des querelles.

Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76 60 97 21
redaction@sc-mail.info
www.quotidiennumerique.com
Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/ P.F
Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de redaction
-Lonsani SANOGO
-Oumou KONATE
-Roseline BADO
-Leylatou TIENDREBEOGO
-Fatoumata COMPAORE
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME
- Pierre OUEDRAOGO
-Augustin NIKIEMA
- Fiakofi KOSSI
-Line Rose BAMBARA

Equipes de montage
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME

Distribution
www.quotidiennumerique.com
Carte d'abonnement
+226 61 07 20 20
Une vente en ligne (Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 66 20 00 26
E-mail: contact@sc-mail.info
Service commercial
+226 61 07 20 20
ac@sc-mail.info

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MON KIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

ANNONCE


Le Quotidien Numérique
d'Afrique
Occupez
une page entière
dans votre
Journal
Votre Message Personnalisé
Sur une Page entière
A Seulement
59 000 FCFA TTC
http://quotidiennum
Contacts : +226 64 20 00 26 / + 226 61 07 04 04
contact@sc-mail.info